

ROYAUME DU MAROC

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 28/2021/ABHS

***ETUDE DE DELOCALISATION DES HUILLERIES DE LA VILLE DE FES
TRAITEMENT ET VALORISATION DES SOUS-PRODUITS DE
TRITURATION DES OLIVES***

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

SOMMAIRE

Préambule du cahier des prescriptions spéciales.....	3
article 1: objet du marche	4
article 2 : aire de l'étude	4
article 3 : consistance de l'étude	4
article 4 : documents constitutifs du marche	18
article 5: référence aux textes généraux et spéciaux applicables au marché.....	18
article 6 : validité et delai de notification de l'approbation du marché.....	19
Article 7 : pièces mises à la disposition du prestataire.....	19
Article 8: Présentation de documents	20
ARTICLE 9 : delai de validation des documents par le maître d'ouvrage	20
Article 10 : Election du domicile du prestataire.....	21
Article 11 : nantissement.....	21
Article 12 : sous-traitance	21
Article 13: délai d'exécution ou date d'achèvement.....	22
Article 14: nature des prix	22
Article 15 : révision des prix	23
Article 16: Cautionnement provisoire et cautionnement définitif.....	23
Article 17: retenue de garantie	23
Article 18 : assurances - responsabilité	23
Article 19 : Droits de timbre et d'enregistrement	24
Article 20 : Réception provisoire	24
ARTICLE 21 : délai de garantie	24
Article 22 : Modalités de règlement	24
Article 23 : Pénalités pour retard.....	25
Article 24 : Retenue à la source applicable aux titulaires étrangers non résidents au Maroc ..	25
Article 25 : Réception définitive	25
Article 26 : Résiliation du marche.....	25
Article 27 : lutte contre la fraude et la corruption	26
Article 28 : protection de la main d'œuvre, conditions de travail, immigration au maroc	26
Article 29 : mesures de sécurité	26
Article 30 : Règlement des différends et litiges	26
Article 31 : confidentialité.....	27
ARTICLE 31 : montant du marche	27
ARTICLE 32 : Bordereau des prix – détail estimatif.....	28

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert en application de l'article 16 du décret n°2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.

ENTRE

L'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, représenté par le Directeur.

D'UNE PART

ET

.....
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social
Patente n°
Registre de commerce
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
Compte bancaire n°.....

Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHE

La ville de Fès dispose actuellement d'une station d'épuration urbaine (STEP), de type boues activées, qui est opérationnelle depuis janvier 2014. Le fonctionnement de cette STEP est perturbé (arrêt de fonctionnement) par la présence des margines issues des unités de trituration d'olives dans les eaux usées évacuées vers la STEP. C'est pourquoi il est préconisé d'éliminer à l'amont tout déversement des eaux industrielles brutes dans le réseau d'assainissement, notamment les margines, pouvant porter préjudice au traitement biologique.

Le présent marché a pour objet l'étude technico-financière de délocalisation des huileries situées au niveau du territoire de la ville de Fès.

Cette étude permettra de définir les modalités de délocalisation de ces unités vers le site qui sera identifié par une commission et de déterminer les modes de traitement et de valorisation des sous-produits issus de l'activité de trituration des olives.

ARTICLE 2 : AIRE DE L'ETUDE

L'étude doit concerner l'ensemble des huileries d'olives situées dans le territoire de la ville de Fès.

ARTICLE 3 : CONSISTANCE DE L'ETUDE

Dans le cadre de cette étude, l'Ingénieur-Conseil doit aborder et étudier la délocalisation des huileries de la ville de Fès vers le site identifié par une commission et étudier tous les aspects en relation avec l'activité de trituration d'olives, production des margines et des grignons, le mode de traitement et valorisation et son impact sur l'environnement et sur la STEP.

Cette étude doit être présentée en lot unique à savoir :

Mission 1 : Diagnostic détaillé de la situation actuelle des huileries.

Mission 2 : Définition des modalités de délocalisation vers le site retenu, des procédés écologiques de trituration à adopter ainsi que les modes de traitement et de valorisation des sous-produits de trituration.

Mission 3 : Etude d'Impact sur l'Environnement (EIE) de la variante retenue.

Mission 4 : Etablissement de l'Avant-Projet Détaillé (APD) et des Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE).

Les prestations des missions de l'étude sont définies ci-après :

L'I.C. s'engage à définir la nature et l'origine de tous les renseignements utiles et collecter tous les documents nécessaires à la bonne exécution de l'étude selon les règles d'art. Les prestations des missions définies ci-après sont indicatives et nullement limitatives. En effet, l'IC s'engage à exécuter l'étude selon les règles de l'art. Il est tenu d'apporter à cette étude, et sans rémunération supplémentaire, toutes les modifications qui sont jugées utiles, après consultation avec le maître d'ouvrage.

Un comité de suivi sera créé pour suivre l'exécution de cette étude. Il sera présidé par la wilaya de la région Fès Meknès et composé des représentants des services suivants :

- Agence du Bassin Hydraulique du Sebou ;
- Région de Fès Meknès
- Direction régionale de l'environnement de Fès Meknès
- Région de Fès Meknès ;
- Association des propriétaires des huileries de Fès.

Les rapports provisoires des différentes missions de cette étude devront être remis aux membres du comité de suivi pour examen et validation.

I. Mission 1 : Diagnostic et caractérisation de la situation actuelle des huileries.

L'I.C. doit au préalable faire une reconnaissance détaillée de la zone d'étude : la ville de Fès, et de leurs données socio-économiques. Il doit préciser la situation géographique, administrative, les données naturelles à savoir la géologie, l'hydrologie, la climatologie, les indicateurs socio-économiques.

I.1 Activité oléicole dans la zone d'étude :

L'I.C. est tenu de décrire l'activité de production d'olives et d'huiles d'olives, ainsi que de préciser son importance par rapport au bassin du Sebou, et à l'échelle de la région et du Maroc. L'I.C. fera la distinction entre l'activité oléicole industrielle et celle artisanale (Maasrats).

I.2 Inventaire des huileries dans la zone d'étude :

L'I.C. est tenu de réaliser à sa propre charge l'inventaire de toutes les huileries situées au niveau du territoire de la ville de Fès, l'I.C. doit inventorier et caractériser toutes les huileries : industrielles, semi-industrielles et artisanales. Il est tenu également de préciser les données caractéristiques relatives à chaque unité :

- ✓ Nom de l'huile.

- ✓ Nom du propriétaire.
- ✓ Situation avec les coordonnées Lambert X, Y.
- ✓ Date de création.
- ✓ Nature et date de l'autorisation.
- ✓ Existence d'étude d'impact sur l'environnement.
- ✓ Superficie de chaque huilerie.
- ✓ Le procédé de trituration utilisé/Nature et la date d'acquisition des équipements.
- ✓ Capacité de trituration de chaque machine installée dans l'huilerie.
- ✓ Durée des compagnes de trituration (j/an).
- ✓ Production annuelle d'huile d'olive, des margines et des grignons.
- ✓ Devenir des sous-produits de trituration : milieu de rejet des margines.
- ✓ Nature des équipements de stockage de l'huile installés.
- ✓ Consommation en eau.
- ✓ Données sur le gestionnaire et de son niveau de conscience pour les questions de l'environnement.
- ✓ Nombre de salariés.
- ✓ Projets d'extension ou de modification prévus.

Ces informations recherchées sont indicatives et devront être plus détaillées lors de l'établissement des fiches modèles des enquêtes. Par ailleurs, les fiches qui ne contiendront pas la totalité des informations consignées dans la « fiche modèle » ne seront pas acceptées.

L'I.C. doit dépêcher pour cette mission de l'étude des équipes d'enquêteurs de terrain ayant une grande expérience dans les enquêtes industrielles sachant l'intérêt du savoir des enquêteurs pour vérification et validation des données collectées sur terrain. Un questionnaire doit être proposé par l'I.C. au maître d'ouvrage pour validation avant le début des enquêtes. Les enquêtes doivent se dérouler pendant l'activité des huileries : entre novembre et février.

I.3 Perspectives du développement du secteur oléicole dans la ville de Fès:

A la fin de cette mission l'I.C. doit analyser les perspectives du développement du secteur oléicole et production d'huile d'olive dans ville de Fès eu égard des projets mis en place à savoir l'implantation des oliveraies. Il doit également analyser la cadence de création des nouvelles huileries d'olives.

L'I.C. est tenu à la fin de cette mission d'identifier les mesures nécessaires et les recommandations en vue de mieux cerner le développement de cette activité au niveau de la ville de Fès, en adéquation avec la nécessité d'une part de la protection de l'environnement en général, et d'autre part d'un développement durable.

II. Mission 2: Définition des modalités de délocalisation vers le site retenu, Des procédés écologique de trituration ainsi que les modes de traitement et valorisation des sous-produits de trituration.

II. 1 Reconnaissance du site de délocalisation :

Sur la base de visite des terrains et des investigations poussées, l'I.C est tenu de délimiter le site approprié pour délocaliser les huileries de la ville de Fès. Il doit analyser la morphologie du site proposé, et de relever toutes ses caractéristiques notamment l'infrastructure avoisinante (routes, eau, électricité, ...). Il analysera également les éventuelles contraintes. L'I.C. proposera à la fin les besoins en infrastructure de base, et les solutions à mettre en place. Une attention particulière doit être accordée à l'analyse du site en relation avec les spécifications de l'activité des huileries d'olives (réception de la matière première, circulation des engins, chargement, déchargement, ...).

II. 2 Définition des procédés écologiques de trituration ainsi que les modes de traitement et valorisation des sous-produits de trituration.

Pour cette mission, l'I.C. est appelé à examiner et faire un Benchmark de tous les procédés écologiques de trituration ainsi que toutes les techniques disponibles pour le traitement et la valorisation des sous-produits de trituration à travers le monde.

L'I.C. doit aussi relater l'expérience nationale en matière de traitement et valorisation des sous-produits de trituration des olives.

Un inventaire et une analyse des dispositifs existants au niveau des différentes régions du Maroc doivent être présentés, ainsi que les avantages et les inconvénients de chaque cas.

Les problèmes rencontrés doivent être classés en des contraintes liées au choix de la technique, liés au dimensionnement, ou bien liés à la gestion.

Après quoi l'IC doit étudier et préciser :

- Les possibilités et les moyens de reconversion et/ou de changement des machines installés au niveau des unités pour permettre le passage au biphasé.
- Les procédés écologiques adéquats à adopter par les huileurs dans le nouveau site.
- La particularité de chaque technique et sa convenance à des types de production d'huile d'olives.

- Les possibilités de traitement-valorisation collectif des sous-produits de trituration.
- Les consignes de gestion et les précautions à respecter afin de garantir un meilleur rendement pour toutes les solutions identifiées et proposées.

L'I.C. doit à la fin présenter une fiche pour chaque unité existante précisant les changements à apporter au système de trituration existant pour se conformer avec les solutions retenues en concertation avec le comité de suivi de cette étude.

II. 3 Définition des modalités mise à niveau environnemental in site.

L'I.C. doit identifier et détailler les modalités de mise à niveau environnementale des unités de Doukkarat :

a. Confirmer la pertinence technico-économique des solutions envisagées :

Le consultant donnera un avis détaillé sur la pertinence technique et économique des solutions envisagées pour :

- Eliminer la production des margines pour les grandes unités en adoptant le procédé biphasé ou autre procédé écologique de production d'huile d'olive.
- Transférer et traiter les grignons humides des grandes unités au niveau des séchoirs situés à Fès ou dans les environs.
- Transférer et traiter les margines des petites unités vers une station de traitement des margines.

b. Etablir un programme d'investissement pour résoudre le problème des margines

Le consultant sera chargé d'établir un programme d'investissement permettant de solutionner le problème des margines, avec pour objectif principal l'élimination des margines. Pour ce faire, le consultant mènera une analyse technico-économique des solutions envisagées. A cet effet, le consultant aura pour tâches de :

Etablir pour les grandes unités :

- La capacité actuelle de trituration.
- La nature et le montant des équipements à mettre en place, au niveau de chaque unité, pour permettre aux huileries le passage au procédé biphasé ou autre procédé écologique de production d'huile d'olive. Identifier celles qui nécessitent :
 - Un changement complet de la ligne de trituration
 - Un changement de la centrifugeuse seulement

- Une modification interne au niveau de la centrifugeuse.
- Le dimensionnement et les caractéristiques des installations à mettre en place, au niveau de chaque unité, pour le stockage des grignons humides avant leurs transferts aux unités de séchage. Le consultant devra préciser pour chaque unité l'espace disponible pour mettre en place un bassin de stockage des grignons humides (Au cas où l'unité ne dispose pas d'espace pour mettre en place ce bassin proposer une solution pour pallier à cette problématique).
- Le devenir des eaux de lavage des olives et des margines et ceux issues de l'égouttage des grignons humides.
- L'identification parmi ces unités de celles désirant acquérir un séchoir de grignons.
- Identifier les sociétés qui traitent les grignons humides, proposer la démarche de transfert de ces grignons humides et les conditions de traitement de ces derniers au niveau des sociétés spécialisées afin d'éviter le transfert de la pollution vers d'autres régions du Maroc.
- Préparer des dossiers de financement, pour l'octroi de la subvention par unité ou par groupe d'unités, ainsi qu'une proposition de démarche pour l'acquisition des équipements (soit par appel d'offres, soit à titre individuel).
- Proposer une démarche pour la récupération des anciens équipements afin d'éviter le transfert de la pollution vers d'autre régions du Maroc.

Etablir pour les petites unités :

- La capacité actuelle de trituration.
- Le mode de trituration existant pour chaque huilerie et sa capacité ;
- Le volume de margines pour chaque unité, l'espace disponible pour mettre en place des bassins de stockage des margines à transporter vers une station d'évaporation. Au cas où l'unité ne dispose pas d'espace pour mettre en place ces bassins, proposer une solution pour pallier à cette problématique.
- Les investissements nécessaires pour la réalisation des bassins de traitement des margines et pour le transport des margines.
- L'accès vers les huileries de la Médina pour le pompage et le transport des margines.
- La faisabilité de l'opération de curage des bassins existants et l'investissement correspondant

II. 4 Définition des modalités de délocalisation vers le site retenu

l'I.C. doit identifier et détailler :

- Les modalités de délocalisation (déplacement des équipements installés dans les différentes unités, moyens à mettre en œuvre pour leur déplacement, ...).
- La superficie de terrain nécessaire pour abriter toutes les huileries concernées par la délocalisation ainsi que les ouvrages de traitement et de valorisation nécessaire :
 - Le dimensionnement des lots nécessaire pour chaque unité en prenant en compte tous les équipements requis : ouvrages de stockage des sous-produits de trituration dans l'attente de leur traitement-valorisation, équipement pour le stockage de l'huile, équipement pour le stockage des olives, ...
 - Le dimensionnement des différents ouvrages de traitement-valorisation collectifs.
 - Le dimensionnement de l'ensemble des réseaux nécessaires : accès, réseau d'eau potable, réseau d'assainissement, électricité, télécommunication, évacuation des sous-produits,

II. 5 Définition des coûts d'investissement et d'exploitation

L'I.C. doit calculer les coûts d'investissement relatifs à chacune des opérations à réaliser, à savoir :

- Le coût relatif à l'acquisition et l'aménagement du site
- La délocalisation vers le site retenue (l'acquisition de terrain nécessaire pour abriter toutes les huileries concernées par la délocalisation et les ouvrages de traitement et de valorisation nécessaire, le déplacement des équipements installés au niveau des huileries).
- L'investissement nécessaire pour l'acquisition des nouvelles machines de trituration.
- L'investissement nécessaire pour le changement des procédés déjà installés vers des procédés écologiques.
- L'investissement nécessaire pour les ouvrages de traitement et de valorisation des sous-produits de trituration de chaque variante identifiée.

Sur la base des résultats des variantes étudiées précédemment, il sera proposé un programme d'investissement pour la variante retenue faisant ressortir les ouvrages à réaliser et leurs coûts ainsi que les tranches et le phasage des investissements par horizon et par priorité et un planning pour la réalisation des travaux.

III. Mission 3 : Etude d'impact sur l'environnement (EIE) de la variante retenue

III. 1 Cadre général des prestations

Il est à préciser que l'étude d'impact, doit répondre aux exigences de la loi 12-03 relative à l'étude d'impact sur l'environnement et ses décrets d'application.

III. 2 Définition et consistance de l'étude

L'étude d'impact comportera une seule mission et devra notamment permettre d'identifier les impacts environnementaux positifs et négatifs, directs et indirects, à court, moyen et à long terme du projet.

L'étude définira les mesures d'atténuation nécessaires à mettre en œuvre pour une meilleure gestion environnementale du projet. L'étude consiste (à titre indicatif et non limitatif) en :

- La réalisation des missions de reconnaissance au niveau des sites de tous les ouvrages du projet et zones d'impact.
- La réalisation des enquêtes sur le terrain et la collecte des informations sur les milieux physique, biologique et humain (inventaire des points d'eau, enquête hydrologique et géologique sur terrain dans l'aire de l'étude et notamment au droit du site de projet, état de référence du milieu, faune et flore, conditions socioéconomiques...etc.) ;
- La présentation des sites des projets et du milieu objet de l'évaluation environnementale sur la base des données des différentes composantes du projet et des missions de reconnaissance ;
- L'identification et la définition des répercussions environnementales des différentes composantes du projet sur les milieux récepteurs physique, biologique et humain ;
- La participation aux consultations et l'information des populations concernées sur le lieu du projet objet de l'étude prévues dans le cadre de l'enquête publique.
- La définition des mesures d'atténuation appropriées et l'estimation des coûts supplémentaires induits par ces mesures.
- L'élaboration des programmes de surveillance environnementale des travaux du projet et de suivi environnemental de l'exploitation de cette station.

III. 3 Méthodologie de la mission

L'IC détaillera dans son offre la méthodologie qu'il compte utiliser pour répondre aux termes de référence de la présente mission. Il préparera les documents nécessaires pour le déroulement de l'enquête publique et participera aux travaux des commissions des enquêtes publiques pour présenter les projets.

III. 4 Livrable de la mission

Le rapport traitera, entre autres, la situation actuelle en matière de gestion et élimination des margines des unités de trituration, d'alimentation en eau potable des unités, d'infrastructures diverses, d'équipement, d'activités socio-économiques, de l'état actuel et future de l'environnement ainsi que du cadre réglementaire et institutionnel en relation avec le présent projet.

L'IC procédera à la collecte, la vérification et la validation de toutes les données concernant les volets examinés dans le cadre de la présente évaluation environnementale.

L'IC produira un rapport de mission conformément aux directives de la loi 12-03 relative aux Études d'Impact sur l'Environnement et présentant (à titre indicatif et non limitatif) :

- Le contexte juridique, réglementaire et institutionnel ;
- La justification et la description détaillée du projet ;
- La description détaillée du milieu récepteur comportant à titre indicatif :
 - L'identification de la zone d'étude ;
 - Les caractéristiques climatiques de la zone d'étude : la pluviométrie, la température, l'évapotranspiration, la rose des vents dominants...etc. ;
 - L'inventaire détaillé du milieu : Les composantes biophysiques et humaines
 - La vulnérabilité des ressources en eau souterraines et superficielles à l'échelle de l'aire de l'étude et notamment au droit des deux sites de la STEP, en se basant sur les résultats des investigations hydrogéologiques, géologiques et hydrologique (données de reconnaissances géotechniques et enquêtes de terrain réalisées par l'IC).

A ce niveau, l'IC doit fournir et à une échelle appropriée, les cartes essentielles suivantes

- La carte piézométrique ;
- La carte géologique, la carte du réseau hydrographique ;
- Toutes autres cartes pertinentes permettant de faciliter la compréhension de l'étude et sa recevabilité environnementale ;
- La comparaison technico-économique et environnementale des variantes du projet avec identification de la solution retenue ;
- L'identification et l'évaluation des impacts positifs et négatifs ;
- L'identification des mesures d'atténuation et coûts y afférents ;
- Le programme de surveillance environnementale des travaux ;
- Le programme de suivi environnemental d'exploitation des ouvrages.

III. 5 Rapport de la mission

L'étude d'impact sur l'environnement donnera lieu à un dossier complet, par projet, qui sera composé des pièces suivantes :

- Dossier de l'enquête publique.
- Rapport détaillé de l'étude d'impact sur l'environnement avec toute la cartographie nécessaire à la compréhension de l'étude et albums photos ;
- Rapport détaillé de programme de suivi et de surveillance environnemental (PSSE)
- Note de synthèse du rapport de l'étude d'impact sur l'environnement ;
- Support informatique (en 5 exemplaires) des documents écrits et dessinés ;

L'essentiel du rapport portera sur les conclusions et les mesures préconisées. Toute information qui se présente sous forme de détails ou qu'il reste à définir sera consignée en annexe. Les textes inédits qui ont servi à la préparation de l'évaluation des impacts et qui ne sont pas directement disponibles devront également figurer en annexe. Le rapport d'évaluation des impacts sur l'environnement sera organisé de la façon suivante :

- Note de synthèse à part, récapitulant le contenu et les conclusions de l'étude ;
- Cadre juridique et institutionnel ;
- Description des principales caractéristiques et étapes du projet
- Description du milieu biologique, physique et humain de l'état initial de l'aire de l'étude
- Identification et analyse des impacts positifs et négatifs ;
- Analyse des alternatives ;
- Mesures prévues pour supprimer, atténuer ou compenser les impacts et l'évaluation de leurs coûts) ;
- Bilan environnemental ;
- Programme de surveillance et de suivi, et mesures en matière de formation, de communication et de gestion, incluant les mesures d'atténuation, de suivi et de renforcement institutionnel (formation, communication) ;
- Parties concernées qui ont été consultées ;
- Liste des références ;
- Annexes.

Les documents annexes au rapport de l'Etude d'Impact sur l'Environnement (EIE)

Ils comprennent les informations détaillées, les résultats des études et investigations complémentaires et notamment :

- Liste des personnes qui ont préparé l'EIE ;
- Les différents comptes rendus : réunions avec la commission régionale unifiée d'investissement (CRUI), réunions entre les organismes.
- Les plans de détails, les tableaux de calculs, les résultats de simulation, d'analyses, de mesures, etc. ;
- Références des documents et rapports exploités dans l'EIE ;
- Les détails et les données pertinentes abordées de manière sommaire dans le rapport principal ;
- L'album photos.

A la fin, l'I.C préparera un dossier complet de l'EIE selon la loi 12-03 qui sera déposé par le bureau d'étude sur la plateforme numérique de gestion des dossiers des projets d'investissement, comprenant les documents de l'enquête publique

Il doit comprendre les documents suivants, établis en langue arabe et française :

- Une fiche descriptive faisant ressortir les principales caractéristiques techniques du projet soumis à l'enquête publique ;
- Un projet de résumé clair et compréhensible pour le public comprenant les informations et les principales données contenues dans l'étude d'impact sur l'environnement concernée par l'enquête publique, notamment celles relatives aux impacts positifs et/ou négatifs du projet sur l'environnement ainsi que les mesures envisagées pour supprimer, réduire ou compenser les conséquences dommageables du projet sur l'environnement ;
- Un plan de situation désignant les limites de la zone d'impact prévisible du projet.

NB :

- Tous les rapports écrits et dessins doivent être fournis sur support électronique (CD-ROM) ;
- Pour toutes les formules, ratios et hypothèse, l'Ingénieur Conseil doit rappeler les références bibliographiques y afférentes.

IV. Mission 4 : Etablissement de l'APD et des Dossiers de consultations des entreprises(DCE)

En premier lieu, l'I.C. doit approfondir la reconnaissance du site moyennant les reconnaissances nécessaires à réaliser au niveau du site retenu qui consisteront à :

- Un diagnostic visuel de la zone concernée par le projet
- Tous les essais in – site à savoir : Exécution de tous les sondages nécessaires :

Les études géotechniques du site retenu doivent comprendre :

- Réalisation des sondages (au moins un sondage par hectare), toutefois le nombre de sondage nécessaire pour la réalisation de cette étude sera défini avec le laboratoire et le M.O. Tout ajout d'un sondage complémentaire est à la charge du Laboratoire.
- L'identification géotechnique (Analyse granulométrique, Limites d'Atterberg, Teneur en eau, Spécifications géotechniques classification LCPC, CBR, ES...);
- Détermination des caractéristiques mécaniques ;
- Détermination des caractéristiques de compressibilité ;
- Dépouiller les résultats ;
- Décrire l'aspect géologique local, la coupe lithologique du sol, les niveaux du rocher et de la nappe d'eau si elle existe ;
- Analyse et estimation des tassements et gonflements éventuels du sol ;
- Définir le type de structures à adopter ;
- Établir l'étude de stabilité des talus et des remblais (détermination des pentes des talus) ;
- Proposer le système de drainage éventuel ;
- Faire les recommandations quant au niveau des assises, la stabilité de chaque bassin et de la station globale ;
- Faire les recommandations quant à l'exécution des terrassements ;
- Faire les recommandations en cas de problèmes particulier des sols.

Les levés topographiques devront également être faits à la charge de l'I.C par un topographe agréé inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs Géomètres Topographes (ONIGT).

Par la suite, l'I.C. définira les quantités des travaux à réaliser. Il identifiera les avant-métrés (surface et quantités des déblais, volume d'étanchéité, ...) ainsi que le détail estimatif correspondant.

L'I.C. est tenu de fournir toutes les notes de calculs et les plans de coupes et de détails nécessaires pour la réalisation des travaux dans les meilleures conditions. Il est tenu également de faire des recommandations pour le mode d'exécution des travaux et de donner toutes les explications pour la bonne tenue des travaux de réalisation.

Cette reconnaissance est obligatoire pour permettre à l'I.C. d'établir l'avant-projet détaillé de la solution retenue concernant :

- Opération de délocalisation des huileries
- Aménagement du site
- Réalisation des ouvrages de traitement-valorisation

Pour l'aménagement du site, l'I.C proposera des lots adaptés en nombre et en superficie aux unités existants. Des concertations seront menées avec les responsables des huileries concernées

pour finaliser les besoins en terme d'aménagement des nouveaux lots qui seront utilisés pour recevoir les huileries délocalisées.

L'I.C. doit alors préciser en détail les dimensionnements de toutes les composantes du projet, et doit revoir en conséquence les coûts précalculés.

L'I.C. doit élaborer un cahier de charge récapitulant les mesures nécessaires à respecter et les dispositions à entreprendre par les huileries pour les opérations de délocalisation. Ces mesures concernent à la fois le type de procédé de trituration à installer, les types de connexion au réseau prévus dans le site, les consignes de gestion et de manipulation de la matières premières, des produits et sous-produits. Ce cahier de charge pourra servir également de base en cas de création de nouvelles huileries d'olives dans le même site.

Par la suite, l'I.C. aura à sa charge l'établissement des pièces nécessaires pour la consultation des entreprises et ce pour les besoins du dossier d'Appel d'Offre pour la réalisation des travaux.

Chaque dossier comprendra, à titre indicatif et nullement limitatif, les pièces suivantes. La présentation et l'ordre des pièces seront examinés avec l'I.C. au moment de l'établissement des dossiers.

A- Pièces écrites :

- A.1. Devis programme comportant :
 - a) Une présentation de l'ensemble des travaux ;
 - b) Une notice technique comprenant un résumé des calculs et étude d'exécution relative à ce dossier ;
 - c) Les délais maximums admis pour chaque tranche de travaux ainsi que, le cas échéant, un planning d'exécution faisant ressortir les délais de réalisation de certains ouvrages particuliers lorsque la coordination entre les différentes tranches l'exige.
 - e) L'I.C. indiquera les conditions imposées pour une bonne coordination des tranches
- A.2. Cahier des Prescriptions Spéciales (C.P.S)
- A.3. Cadre de définition des prix
- A.4. Cadre de bordereau des prix
- A.5. Cadre du détail estimatif
- A.6. Modèle de soumission
- A.7. Modèle de déclaration sur l'honneur

B- Pièces graphiques :

- B.1. Plans de situation
- B.2. Plans des tracés
- B.3. Plans des profils en long des ouvrages
- B.4. Plans et coupes détaillés des ouvrages
- B.5. Plans d'ensemble et de détail du génie civil au 1/50, 1/100, 1/200 et 1/500,
- B.6. Tous les plans précités au niveau de la mission I.

Cette liste des plans est indicative et nullement limitative.

L'I.C. fournira tous les plans, coupes et détails nécessaires à une bonne compréhension et appréciation des travaux demandés.

C : Pièces confidentielles

C.1. Rapport de l'Ingénieur responsable du dossier :

Ce rapport contiendra :

- Un descriptif sommaire des travaux ;
- Le rappel de l'estimation globale ;
- Le planning des travaux ;
- Les problèmes particuliers auxquels il faudra donner une attention particulière.

Ce rapport sera signé de la main de l'Ingénieur et portera un cachet de la société d'Ingénieur-conseil responsable des études.

C.2. Bordereau des prix chiffrés

C.3. Détail estimatif chiffré

C.4. Éventuellement notes de calcul complémentaire Par la suite, on désignera par :

- Dossier de consultation : dossier contenant le bordereau A et le bordereau B.
- Dossier confidentiel : dossier contenant le bordereau A, le bordereau B et le bordereau C.

N.B : Remarque importante concernant toutes les missions :

La liste donnée ci-avant est non limitative et à titre indicatif, le contenu des dossiers relatifs à chaque sous mission doit également comprendre : fiche projet, Album photo, PV des principales réunions, correspondances.

Tous les rapports écrits et dessins doivent être fournis sous forme de support électronique (Word, Excel, DWG et DXF).

Pour toutes les formules, ratios et hypothèse l'I.C devrait rappeler les références bibliographiques y afférentes.

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les documents constitutifs du marché issu du présent appel d'offre sont ceux énumérés ci-après :

- 1. L'acte d'engagement ;
- 2. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
- 3. Le bordereau des prix formant -détail estimatif ;
- 4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat.

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché issu du présent appel d'offre, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité n° 2-12-349, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus

ARTICLE 5: REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

A- Textes généraux

- Dahir n° 1-11-146 du 16 ramadan 1432 (17 août 2011) portant promulgation de la loi n° 21-10 modifiant et complétant la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'état sur les entreprises publiques et autres organismes.
- Le dahir du 19 février 2015 relatif au nantissement, tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le décret n° 2.12.349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;
- Le décret n° 2.01.2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat ;
- Le décret n° 2-16-7344 du 17 Chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatif aux commandes publiques ;

- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaada 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.
- Circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- Décret n 2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- Code général des impôts ;
- L'arrêté portant organisation financière et comptable des agences des bassins hydrauliques n°2-1104/DE/SPC du 8 mars 2005 ;
- L'arrêté du chef du gouvernement n° 3-302-15 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics ;

Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de signature du marché.

Le prestataire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 6 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

Le marché issu du présent appel d'offres ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après notification de son approbation par l'autorité compétente et son visa par le Contrôleur d'Etat si le visa est requis.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement de réalisation. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de 75 jours à compter de la date d'ouverture des plis.

ARTICLE 7 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier de prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché à l'exception du cahier des prescriptions communes applicable et du cahier des clauses administratives générales relatif aux prestations d'études et de maîtrises d'œuvre.

Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif, le cas échéant.

ARTICLE 8: PRESENTATION DE DOCUMENTS

- Rapport de chaque mission en version provisoire et en version définitive.

(Le rapport final sera élaboré sur la base du rapport provisoire en tenant compte de toutes les remarques et observations des services concernées).

Nombre d'exemplaires :

- Les rapports provisoires de la mission I sont à fournir en 10 exemplaires.
- Les rapports en version définitive de la mission I sont à fournir en 15 exemplaires, avec 5 exemplaires reproductibles sur CD-ROM.
- Les rapports provisoires de la mission II sont à fournir en 10 exemplaires.
- Les rapports en version définitive de la mission II sont à fournir en 15 exemplaires, avec 5 exemplaires reproductibles sur CD-ROM.
- Les rapports provisoires et définitifs de la mission III sont à fournir en 15 exemplaires pour l'étude d'impact sur l'environnement et 15 exemplaires pour le Programme de surveillance et de suivi environnemental, avec 5 exemplaires reproductibles sur CD-ROM.
- Les rapports provisoires de la mission IV sont à fournir en 10 exemplaires.
- Les rapports en version définitive de la mission IV sont à fournir en 15 exemplaires avec 5 exemplaires reproductibles sur CD-ROM.

L'IC doit fournir un dossier définitif reproductible et les contres calques de tous les plans. Ces mêmes dossiers doivent être fournis sur support informatique {CD-ROM non réinscriptible) en cinq (5) exemplaires : le texte sur WinWord, les tableaux sur Excel et les plans sur Autocad. Les dossiers définitifs de chaque mission devront être remis au maître d'ouvrage dans des coffrets rigides.

En plus, l'I.C fournira également le dossier complet de l'étude (rapports définitifs) avec une note de synthèse en 15 exemplaires dans 15 coffrets rigides.

ARTICLE 9 : DELAI DE VALIDATION DES DOCUMENTS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage s'engage à procéder par écrit à l'acceptation des documents fournis ou à faire ses observations éventuelles au prestataire dans les conditions prévues par l'article 47 du CCAG- EMO. Si le délai prévu pour l'approbation de chaque phase est dépassé, un délai supplémentaire s'ajoutera au délai prévu au planning des études....

ARTICLE 10 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE

A défaut d'avoir élu domicile au niveau de l'acte d'engagement, toutes les correspondances relatives au présent marché sont valablement adressées au domicile élu par le prestataire, sis.....

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 11 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n°1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1°) La liquidation des sommes dues par l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

2°) Le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemments ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13, est du Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

3°) Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Le maître d'ouvrage délivre sans frais, à l'entrepreneur, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention " exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir précité.

Les frais de timbre de l'original du marché et de « l'exemplaire unique » remis à l'entrepreneur sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE

Si l'entrepreneur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous-traitants ; - le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter

- le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ; - et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents à l'article 24 du décret 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises conformément à l'article 158 de décret précité n° 2-12-349.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE 13: DELAI D'EXECUTION OU DATE D'ACHEVEMENT

Le délai global d'exécution pour l'ensemble de l'étude est fixé à une année (**12 mois**) à compter du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer l'étude.

Le délai consacré par l'Agence pour l'examen des rapports n'est pas pris en compte dans le délai contractuel indiqué ci-dessus. De même pour le délai nécessaire pour la validation des études d'impact sur l'environnement des deux stations par les comités régionaux des études d'impact.

ARTICLE 14: NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix forfaitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou bordereau des prix détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

ARTICLE 15 : REVISION DES PRIX

Les prix du marché sont fermes et non révisables : Par l'application de l'article 12 du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité, Les prix du marché qui découlera de cet appel d'offres sont fermes et non révisables ;

ARTICLE 16: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à **9000** dirhams (neuf mille dirhams)
Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3 %) du montant initial du marché.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à de l'ABH Sebou.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des études.

ARTICLE 17: RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie sera prélevée sur les acomptes. Elle est égale à dix pour cent (10 %) du montant de chaque acompte.

Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du prestataire, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des études.

ARTICLE 18 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le titulaire du marché doit, avant tout commencement des études, adresser au maître d'ouvrage, dans les quinze (15) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché, les copies des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché.

Le contractant est tenu d'assurer les risques découlant de son activité et notamment les risques de :

- Responsabilité civile ;
- Accident de travail.

Aucun paiement ne sera effectué tant que le contractant n'aura pas rempli ces obligations et fourni des polices attestant que ces risques sont couverts, et ceci conformément à l'article 20 du CCAG – EMO.

ARTICLE 19 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le prestataire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 20 : RECEPTION PROVISOIRE

A l'achèvement des études et en application de l'article 47 du CCAG-EMO, le maître d'ouvrage s'assure en présence du prestataire de la conformité des études aux spécifications techniques du marché et prononcera la réception provisoire.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire.

S'il constate que les études présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché, le prestataire procédera aux réparations et rectifications nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

ARTICLE 21 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à **2 mois** à compter de la date de la réception provisoire.

Pendant le délai de garantie, le prestataire sera tenu de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas d'anomalies ou imperfections constatées et de remédier à l'ensemble des imperfections ou anomalies sans pour autant que ces études supplémentaires puissent donner lieu à paiement.

ARTICLE 22 : MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement des prestations réalisées sera effectué sur la base de décompte établi par le maître d'ouvrage en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement exécutées, déduction faite de la retenue de garantie, le cas échéant.

Le maître d'ouvrage se libérera valablement des sommes dues par lui en créditant le compte bancaire du titulaire. Les modalités de paiement sont comme suit :

- 60% du montant de chaque mission à l'acceptation du rapport provisoire
- 40% du montant de chaque mission à l'acceptation du rapport définitif

ARTICLE 23 : PENALITES POUR RETARD

A défaut d'avoir terminé les études dans les délais prescrits (ou à la date d'achèvement prescrite lorsque le marché fixe ladite date), il sera appliqué au prestataire une pénalité par jour calendaire de retard de 1 ‰ (Un pour mille) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 42 du CCAG-EMO.

ARTICLE 24 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des études réalisées au Maroc dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 25 : RECEPTION DEFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 49 du CCAG-EMO et après expiration du délai de garantie, il sera procédé à la réception définitive après que le maître d'ouvrage confirme que toutes ses observations et remarques soient prises en compte par le prestataire.

ARTICLE 26 : RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues aux articles 27 à 33 et 52 du CCAG-EMO.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du prestataire, le ministre, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le prestataire est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration.

ARTICLE 27 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 28 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC

Les formalités de recrutement et de paiement des employés sont celles prévues par les dispositions de l'article 19 du CCAG-EMO.

ARTICLE 29 : MESURES DE SECURITE

Le prestataire s'engage à respecter les mesures de sécurité conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-EMO

ARTICLE 30 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire sont soumis aux tribunaux compétents relevant de la ville de Fès.

ARTICLE 31 : CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentielle toute information ou donnée ou élément de toute nature, relative à l'ABHS, qu'il a recueillie et qu'il a produite directement ou indirectement à l'occasion du marché. Il est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents, données ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître et met en œuvre les moyens pour conserver la confidentialité de ceux-ci, et ce, pendant toute la durée du marché et après son achèvement. Il s'engage également à ne pas reproduire ou utiliser les informations confidentielles quelles qu'en soient leurs finalités.

Protection des données à caractère personnel : le titulaire est tenu au respect des règles de la loi 08-09 relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché. Le titulaire doit informer ses cotraitants ou sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché et doit s'assurer du respect de ces obligations. Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci. A l'échéance du contrat, le Titulaire s'engage soit à détruire, soit à remettre au Maître d'Ouvrage l'ensemble des données encore en sa possession

ARTICLE 31 : MONTANT DU MARCHE

Le montant du marché issu du présent appel d'offres s'élève à DH
TTC

ARTICLE 32 : BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

N° Prix	Désignation des prestations	Unité	Qté	Prix unitaire en DH (HTVA)	Prix Total
				En chiffres	
1	Mission I : Diagnostic détaillé de la situation actuelle des huileries	Forfait	1		
2	Mission II : Définition des modalités de délocalisation vers le site retenu et les procédés de trituration ainsi les modes de traitement et valorisation des sous-produits de trituration.	Forfait	1		
3	Mission III : Etude d'impact sur l'environnement de la variante retenue.	Forfait	1		
4	Mission IV : Etablissement de l'APD et des Dossiers de Consultations des Entreprises	Forfait	1		
TOTAL HORS TAXE					
MONTANT T.V.A(20 %)					
TOTAL T.T.C					

Arrêté le présent bordereau formant détail estimatif à la somme (en toutes lettres TTC) de :

.....

DERNIERE PAGE**AO N° 27/2021/ABHS**

OBJET : *ETUDE DE DELOCALISATION DES HUILLERIES DE LA VILLE DE FES TRAITEMENT ET VALORISATION DES SOUS-PRODUITS DE TRITURATION DES OLIVES*

MONTANT :

.....

.....

Dressé par :	Vérifié et présenté par :
Fès le	Date :
Lu et accepté par : Le prestataire soussigné	
Fès le	
Visé par : Le Contrôleur d'Etat de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou	Approuvé par : Le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou
Rabat, le :	Fès le